

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

MERCREDI 5 MARS 2014

N° 17.845

**Après la première séance spéciale sur les Outre-mer au Sénat**

## Agir rapidement pour sortir de la crise

**A** l'occasion d'une conférence de presse, le sénateur Paul Vergès est revenu sur la séance spéciale concernant les Outre-mer, au Sénat, le 26 février. L'objectif était alors de «mieux informer l'opinion publique française» des difficultés des Outre-mer et la sous-estimation des problèmes de chaque territoire par le gouvernement.

Le bilan fait par le sénateur communiste est sans équivoque: «*la ruse du renard*». «*Pourquoi est ce qu'un renard séduit des poulets, pour mieux les dévorer*». Il s'agit là d'«*une image éloquente après avoir vu les ministres*» se succéder, a indiqué Paul Vergès.

Le sénateur communiste a tout d'abord expliqué le contenu du discours prononcé à la tribune de la Haute assemblée. Initiateur du débat, il était le premier à intervenir le 26 février.

### Sous-estimation des problèmes

Ce dernier a expliqué que les chiffres parlent d'eux mêmes avec 30% de taux de chômage, dont 60% des moins de 25 ans, 52% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté, une hausse constante des demandeurs de minimas sociaux et des inégalités, une économie basée sur 5% de secteur primaire, 15% de secteur secondaire et 80% de secteur tertiaire. Face à cela, le sénateur a posé plusieurs questions aux représentants du gouvernement: «*si il y avait 10 millions de chômeurs en France, au lieu des 3 millions actuels, est ce que vous auriez la même politique?*». Idem concernant la pauvreté, «*si il y avait plus de 25 millions de personnes sous le seuil de pauvreté en France, est ce que vous feriez la même politique négative?*».

Preuve de la «*méconnaissance évidente du monde politique et du gouvernement des Outre-mer*», qui continue «*une appli-*



**Paul Vergès a interpellé le gouvernement: «si il y avait 10 millions de chômeurs en France, au lieu des 3 millions actuels, est ce que vous auriez la même politique?»**

*cation mécanique de la politique d'intégration en vigueur depuis 1946*». «*La gravité de la situation dans les territoires respectifs*» pose plusieurs défis pour le gouvernement et les populations concernées. En effet, «*que signifie Outre-mer?*», a posé Paul Vergès. «*On enlève le caractère spécifique de chaque territoire*», alors que les similitudes entre les départements et régions des Outre-mer sont différentes les unes des autres, a expliqué ce dernier.

### «Des rendez-vous vitaux pour nous»

Il faut donc «*arrêter avec la politique analogique qui permet de balancer la même politique qu'en France sur des situations très différentes*» ne prenant pas en compte les spécificités des Outre-mer. D'autant plus que La Réunion est à un tournant de son histoire. En effet, d'ici 2017, la filière

canne va connaître des remises en cause, avec la fin des quotas sucrier et le prix garanti. La Réunion devra alors intégrer le marché mondial et faire face à une compétitivité féroce, mais «*quelles sont les mesures proposées par le gouvernement, alors qu'il y a urgence?*» a expliqué Paul Vergès.

De plus, les décisions sur la suppression de l'octroi de mer, dont les petites communes dépendent à plus de 40%, devraient arriver d'ici juillet 2014. D'autres toucheront les aides aux entreprises, la question des Accords de Partenariats Economiques,

et l'acte 3 de la décentralisation. Tout cela va peser dans la vie des Réunionnais. Face à ces «*rendez-vous vitaux pour nous*», «*quelle concertation a été mise en place entre le gouvernement et les Réunionnais?*». «*Le Général De Gaulle disait avec force que, lorsqu'il s'agit d'avenir, il faut voir loin et qu'il faut viser haut*», aujourd'hui «*ils ont ni l'un ni l'autre*» a déploré Paul Vergès. D'autant qu'aucun autre des sénateurs réunionnais n'étaient présents (voir page 2).

**Céline Tabou**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69<sup>e</sup> année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)

SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : [avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)

EMAIL PUBLICITÉ : [pub.tem@orange.fr](mailto:pub.tem@orange.fr)

## Édito

## Les acteurs de la fin du RSTA candidats

Selon le magazine Forbes, le nombre de milliardaires en dollars était l'an dernier de 1.645. La somme de ces fortunes est plus grande que le PIB du Japon, ou égal à environ deux fois celui de la France.

Jamais le monde n'a eu un nombre aussi important d'ultra-riches, et pourtant a commencé en 2008 la plus grave crise économique depuis celle de 1929.

En une année, la fortune de l'ensemble des milliardaires s'est considérablement accrue. En 2012, ce club très fermé possédait 5.400 milliards de dollars. Un an plus tard, il en détient 6.400 milliards, cela fait 18,5% ou plus simplement 1.000 milliards de dollars d'augmentation.

L'immense majorité de la population n'a pas vu ses revenus croître au même rythme. Les inégalités entre les plus riches et les autres se sont donc aggravées. La Réunion n'échappe pas à ce phénomène. La hausse continue du chômage est un facteur de pauvreté. Mais l'année dernière, deux décisions du gouvernement n'ont pas été dans le sens de la réduction des inégalités. En effet, Paris a choisi de ne pas prolonger le RSTA et de se désengager du bonus COSPAR. Obtenues dans la lutte en 2009, ces dispositifs permettaient d'avoir droit à une hausse pouvant aller jusqu'à 150 euros du salaire mensuel.

Cela rejette donc dans la pauvreté ceux qui auraient pu former l'embryon d'une classe moyenne quasiment inexistante à La Réunion. Car entre les plus riches qui ont des revenus comparables à leurs homologues en France et la grande majorité de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté ou juste au-dessus le fossé est énorme. La décision du gouvernement a été soutenue par les députés, car le budget 2014 prévoit la suppression de ces mesures sociales.

En ce moment, les candidats aux municipales déposent leurs listes. Tous les députés de La Réunion se présentent. Deux veulent être à nouveau conseillers municipales à Saint-Denis, et les cinq autres cherchent à rester maire ou à le devenir. Parmi eux, un seul a voté contre le budget 2014, c'est Thierry Robert. Tous les autres ont soutenu ou ont laissé faire.

Alors, au moment où les inégalités continuent de s'aggraver, des candidats qui ont laissé supprimer le RSTA et le bonus COSPAR vont sans doute s'ériger en grand(e)s défenseur(e)s des pauvres. En réalité, ils sont les responsables de l'aggravation de la situation car ils ont préféré être solidaires d'un gouvernement plutôt que du peuple qui souffre.

J.B.

## Débat sur les Outre-mer au Sénat le 26 février

(suite de la page 1)



## Des droits donnés aux Antilles, pas aux Réunionnais

Alors que La Réunion est placée dans une zone géopolitique intense, nécessitant une politique internationale particulière de la France, la Martinique et la Guadeloupe sont devenus membres de l'Association des Etats de la Caraïbes (AEC). Cette mesure permet à ces deux départements français de renforcer leur coopération économique et commerciale avec les pays de la zone. «Eux peuvent être des Etats associés, mais nous à La Réu-

nion, on peut être seulement représenté par une représentante des Ardennes», Claudine Ledoux, ambassadrice déléguée à la coopération régionale dans la zone Océan Indien. Cette dernière s'est faite remarquer par ses erreurs diplomatiques à Mayotte et la mobilisation qu'il y a eu contre sa nomination en octobre 2013 par l'AJFER - Nou Lé Kapab et le Comité des Femmes Communistes.

## La Réunion, pas assez importante

Paul Vergès a épinglé les sénateurs réunionnais, Michel Fontaine, Michel Vergoz, et Jacqueline Farreyrol, qui n'ont pas participé à la séance spéciale consacré aux Outre-mer. «Alors que tous les sénateurs, candidats aux élections municipales, ont fait le déplacement, aucuns sénateurs réunionnais n'étaient présents». Paul Vergès a d'ailleurs souligné l'intervention prévue de Michel Vergoz, qui s'est désisté au dernier moment. A l'inverse, les sénateurs socialistes de l'ensemble des Outre-mer ont participé au débat, «ils n'ont pas chargé le gouvernement, mais ont indiqué leurs spécificités». Certains ont «énuméré leurs problèmes propres et que

ces problèmes sont différents selon les territoires». La majorité des sénateurs a demandé «la reconnaissance de la gravité de la situation et des spécificités de chaque île, et voir comment ces îles présentes dans trois océans, peuvent s'intégrer dans ce nouveaux contexte des pays émergents» et en voie de développement.

La droite a également été «tranchante», mettant en avant «la situation spécifique et la nécessité d'en finir avec la généralité d'Outre-mer pour avoir une politique économique, sociale et culturelle adaptée à la diversité des territoires», a rapporté Paul Vergès.

## Vers une séance spéciale tous les ans?

Paul Vergès s'est dit satisfait de cette séance spéciale consacrée aux Outre-mer. «De cette initiative est née l'idée de renouveler cette séance, tous les ans», «afin d'exposer la situation de chaque territoire», «esquisser des solutions d'avenir» car «on ne veut pas être mit devant le fait accompli». Il s'agira également au gouvernement de répondre aux questions de fond des parlementaires et d'apporter des solutions concrètes aux problèmes de chaque territoire.

A la sortie de cette séance spéciale, l'ensemble des sénateurs a demandé au gouvernement de «faire mieux connaître les Outre-mer dans l'opinion publique française» et de «changer de politique gouvernementale envers les Outre-mer». Les sénateurs vont demander au gouvernement la mise en place d'une séance spéciale annuelle et espèrent que «le gouvernement prendra des décisions devant l'unanimité des interventions de tous les groupes» politiques.

## Un ministre sur la défensive

Le ministre des Outre-mer aura répondu longuement aux différentes interventions, cependant ce dernier n'a pu répliquer qu'au trois premiers intervenants, faute de temps suffisant. «Il a répondu longuement, ce qui m'a enchanté». «Il considère que La Réunion est malade d'une chose. La Réunion n'aime pas Victorin Lurel», a rapporté Paul Vergès. En effet, le ministre aurait dénoncé les médias, les représentants politiques de tout bord confondus, qui «font la charge contre lui. Une charge, qui selon Lurel, traite de questions qui n'existent pas».

Le ministre a demandé «pourquoi est ce que vous considérez que les Antilles sont favorisées alors que les problèmes sont communs à résoudre, il n'y a donc pas de raison d'attaquer», a indiqué le sénateur. Ce dernier a pointé

du doigt la prise à partie de Jean-Yves Minatchy de la CGPER (Confédération générale des planteurs et éleveurs de La Réunion).

D'ailleurs sur la question de la sur-rémunération, le ministre avait indiqué qu'il ne fallait pas supprimer «brutalement» la sur-rémunération, «c'est évident» a précisé Paul Vergès. Ce dernier a rappelé qu'il ne faut «surtout pas supprimer la sur-rémunération parce c'est faire s'écrouler une situation économique et sociale qui existe depuis plusieurs décennies». D'autant qu'il ne faut pas «violenter le contrat passé entre l'Etat et les fonctionnaires». De plus, concernant la canne à sucre, le ministre avait annoncé la fin de la filière, pour aujourd'hui «dire qu'il n'a jamais dit ça», bien que les débats soient enregistrés.

## Présentation de la liste soutenue par le PCR aux municipales du Port

# «Avec l'équipe d'Henri Hippolyte, vers un nouvel élan du développement de notre ville, un phare de notre peuple»



Les candidat(e)s de la liste conduite par Henri Hippolyte, devant le siège de la Section communiste du Port.

**H**ier matin se sont déroulées au siège de la Section communiste du Port deux réunions à la fois très fortes sur le plan politique mais aussi très émouvantes par les différentes interventions de camarades autour de l'annonce de la liste soutenue par le PCR aux élections municipales du

23 mars. La première de ces réunions fut celle du Comité électoral de soutien à Henri Hippolyte, avec la présentation de la liste des 39 candidat(e)s de Loulou aux militants communistes du Port, qui ont validé et soutenu cette liste avec beaucoup d'enthousiasme.

À cette occasion, Virgil Rustan, secrétaire de la Section communiste portoise, a souligné que «cette nouvelle équipe municipale, que nous allons mener tous ensemble vers la victoire, va continuer le chemin tracé il y a 43 ans par Paul Vergès et suivi par de nombreux militants qui ont participé depuis 1971 à la transformation de notre ville». Et Jean-Yves Langenier, le futur ex-maire du Port, président du Comité de soutien à Loulou, a salué «le souci de l'intérêt général que partagent les élus sortants qui ne seront plus candidats mais qui resteront solidaires des combats à venir aux côtés de la nouvelle municipalité».

Loulou a expliqué à ses camarades les nombreuses qualités de son équipe, forte de personnes compétentes, dévouées aux grandes causes du peuple réunionnais, solidaires des personnes en difficultés et déterminées à mener les luttes difficiles qui les attendent dans les prochaines années. Il a souligné également que les futur(e)s élu(e)s de la majorité du Conseil municipal constituent «une équipe très ouverte, qui associera le plus possible toutes les forces vives du Port afin de continuer à améliorer notre gouvernance au service des Por-

toises et des Portois».

### «Le PCR fait partie de nos camarades»

La seconde réunion de cette super matinée fut la conférence de presse où Henri Hippolyte a présenté sa liste et ses grands projets aux journalistes. Pour lui, «ce sera une nouvelle équipe municipale, qui aura la capacité et la volonté de conduire une nouvelle étape pour développer notre ville, répondre aux besoins de la population et créer une nouvelle dynamique dans tous les domaines : économique, sociale, culturel, environnemental etc...; et cela avec tous les acteurs concernés : partenaires sociaux, monde associatif...».

Ensuite, Loulou a donné la parole à trois de ses co-listiers : la jeune militante Firose Gador, qui a mis en avant «les valeurs d'humilité et de responsabilité face aux difficultés à résoudre»; puis Christophe Rocheland, qui a dénoncé «les mensonges et calomnies de nos adversaires» et souligné l'importance du «soutien des jeunes portois à notre équipe par le mouvement "Jeunesse Sa Mèm Mèm"»; enfin, le secrétaire de la Section socialiste du Port, Jean-Brice Hérode, pour qui «le PCR fait partie

de nos camarades avec qui nous luttons pour que cette commune reste de gauche».

### «De nouveaux soutiens, très divers»

Lorsque Loulou a alors présenté aux médias les 39 candidat(e)s de sa liste, toutes et tous ont été applaudis(e)s par leurs camarades du Comité électoral, dont plusieurs sont intervenus ensuite pour répondre aux questions des journalistes. Ce fut le cas en particulier de Michel Séraphine, qui a fait part du soutien de la Fédération CGTR Port et Docks à la liste de Loulou.

Pour sa part, Jean-Yves Langenier a insisté sur le fait que «cette nouvelle équipe va assurer la relève pour continuer à développer notre ville»; «un phare de notre peuple», comme a dit Virgil Rustan. En conclusion, suite aux interventions très émouvantes d'Haribou Zoubert et de Daniel Vassinot, Henri Hippolyte a fait remarquer que «de nouveaux soutiens, très divers, sont en train d'exprimer leur solidarité à notre équipe, qui veut incarner au mieux la diversité et l'unité, mais aussi la fierté et la capacité de la population portoise».

Correspondant

## Elections municipales

# Réunions publiques avec Paul Vergès

**Vendredi 7 mars à 19h  
Le Port**

**Samedi 8 mars à 14h30  
Saint-Gilles les Hauts**

**Mardi 11 mars à 19h  
Saint-Louis ville**

**Mercredi 12 mars à 18h30  
La Possession**

**Tous aux meetings !**

## Rassemblement pour une autre politique à Saint-Denis

# Présentation de la liste Aboudou «S'unir pour un meilleur avenir»

**H**ier matin, dans une salle de son institut, Ismaël Aboudou a présenté à la presse sa liste de rassemblement dans le cadre des élections municipales à Saint-Denis. Le rassemblement initié par Ismaël comprend des mouvements et des personnalités, membres de la société civile, Il s'agit d'un dosage remarquable de personnes de bonne volonté désireuses de changer la façon de faire de la politique dans le chef-lieu de La Réunion.



Les personnalités des mouvements du rassemblement. De gauche à droite: Frédéric Angama, société civile, Yacoub Moussa, société civile, Jean Paul Panechou, Front de Gauche 974, Bruno Guigue, société civile, Ismael Aboudou, Tête de liste, A.E.E.R (Association pour l'Evolution Egalitaire de la Réunion), Georges Fruteau, vice-président de L'U.D. R (Union Démocratique de la Réunion), Georges Gauvin, PCR de Saint Denis, Alain Gravina, PCR de Saint Denis, Houssène Satoulou, médiateur social, Samuel Pandin, Président de l'association « Benoite Boulard », Daniel Pouny, Président de l'U.D.R (Union Démocratique de la Réunion)

Dans un premier temps de la conférence, il y a eu la présentation des seize premiers de la liste "S'unir pour un avenir meilleur", de leurs parcours, de leurs prises de position ainsi que des luttes qu'ils ont menées et les raisons qui les ont amené à répondre à l'appel au rassemblement. Les dénominateurs communs de leur prise de position reposent sur la nécessité de combattre le chômage et la misère dans la capitale, ainsi que le comas circulatoire dans lequel la population dionysienne risque de tomber.

### Pas de NRL

Bruno Guigue, écrivain, essayiste, ancien sous-préfet et actuellement professeur a parlé de la nécessité de désengorger la circulation dans Saint-Denis, notamment par l'usage du rail. Il a condamné avec force le projet de Nouvelle Route du littoral (NRL) dangereux pour les finances de la Région et gravement préjudiciable à l'environnement.

Selon lui, cette NRL ne se fera pas. Car si c'était le cas, ce serait une catastrophe pour les finances publiques de La Réunion.

Pour d'autres intervenants la situation du logement n'est pas bonne à Saint-Denis et les immeubles anciens doivent être rénovés d'urgence, tellement ils sont vétustes et manquent du plus élémentaire confort. Selon certains intervenants, le maire actuel de Saint-Denis a échoué dans sa politique de construction de logements.

D'autres questions ont été abordées, notamment la nécessité de développer le commerce dans le centre ville de Saint-Denis afin de créer de l'emploi; Il s'agit d'un manque d'ambition grave que de ramener la politique de l'emploi à celle de l'usage de petits contrats pendant que de vrais emplois durables sont détruits (voir le cas de la SIB).

La question de l'agriculture n'a pas été passée sous silence car certains quartiers de Saint-Denis ont des zones agricoles et les perspectives d'avenir peuvent être bonnes,

à condition que l'on s'y prenne comme il faut.

### Honnêteté, transparence et action

Ismaël Aboudou, a fait un exposé sur la culture qui ne doit pas être confondue avec l'animation et le Barachois ne doit pas être le seul lieu d'animation de Saint-Denis, les écarts étant actuellement frustrés par l'absence de manifestations culturelles. Aboudou s'est dit partisan de la culture de qualité et d'une offre de valeur à faire aux jeunes de Saint-Denis.

D'autres questions encore ont été évoquées tant il y a à faire dans la capitale. permettant d'illustrer les trois principes conducteurs de la liste Aboudou, c'est à dire l'honnêteté, la transparence et l'action.

Correspondant

## Toujours pas d'accord à la S.I.B. pour garantir les droits des travailleurs

Comme prévu, ce mardi matin s'est déroulée au siège de la Société Industrielle de Bourbon (SIB) au Port une réunion du Comité d'entreprise pour trouver un accord entre partenaires sociaux sur le respect des droits des travailleurs après la fermeture de leur outil de travail par les patrons de Colgate-Palmolive en France. Une fermeture prévue le 15 mai prochain, sans que le personnel réunionnais ait le droit de dire le moindre mot à ce sujet.

Or, il n'y a toujours pas eu d'accord signé par les représentants du personnel au terme de cette réunion d'une heure environ, car ils n'ont pas eu de réponse claire du patronat sur leurs revendications parfaitement légitimes. «En particulier, nous n'avons toujours pas de réponse juste sur le futur repreneur, ni sur la garantie de notre emploi, ni sur le paiement de nos jours de grève», nous a déclaré hier après-midi Jocelyn Rivière, l'ex-gréviste de la faim.

Mais pour le délégué syndical CGTR, «la bataille n'est pas finie; même s'il y a parfois des propositions intéressantes qui nous sont faites, on reste toujours dans le flou sur l'essentiel. Notre combat continue donc pour faire respecter nos droits de travailleurs et notre dignité de Réunionnais», conclut Jocelyn Rivière.

Correspondant

# Otè!

## Lontan nou té viv biin, domin osi i fo ni viv biin!

*Bann zindiin lamérik té i viv in manière avan bann kolon lérop larivé; zot té i sas; té i pès, zot té i boukane zot viann, minm zot somans po zot arplanté zot té i koné konserv sa din ané sir lot, minm si i fé fré minm si i fé so; zot navé poin kouran léktrik, poinn frigo, poinn télé, minm poin zalimèt, la bouzi ou pétrol; pourtant zot té i viv biin, zot té éré konmsa, dan la foré, la préri...*

*Si lo tan la sanzé, progrè lanni –radio, satélit, lésans, voitir, bato a motèr, transpor par ér, par mèr –nou pé giny lins-triksiyon lékol po avans ék bann progrè téknik, fo ni mazine[ anfin nout bann réponsab politik tout nivo, lokal, rézional, nasyon], koman i fo fé po bann moun dan lavnir minm si lé an vil i giny viv éré.*

*Alors, kèl lé mèièr loto partikilié, si ou na in milion moun, i fo fèr nir in million loto! Zot la kalkilé la polisyon!? Lé pa mèièr transpor an komin; ou na énézi solèr po pa gaspi produi pétrolié i donn bon pé gaz éfé d sèr.*

*Ou na transpor par lo ray, lo trin si ou préfèr; an vil i apèl sa lo tram; fé pas a li o milié la ri; an plin èr, kalkil pa soutèrin, lé ankor pli sèr po fé!*

*Zordi bann gran vil dan lo monn (Mék-siko, Santiago, lo Caire (Ezypt), Shanghai...é dot) i koné pi ék lo brui, lo soup do poi(brouyar), koman i fé po artrouv in méyèr èr po réspiré.*

*Talèr dolo minm i trouv ar pi an bone kantité é an bone kalité.*

*Lontan nou té viv binn, po nout zanfan domin i fo ni kalkil koman nou sar fé po zot osi i viv biin!*

Justin